



Tax Policy Reforms 2023

OECD AND SELECTED PARTNER ECONOMIES

Résumé

22.34		
33.12	3189.	
56.50	6748.23	555
456.4	88.77	888
77.85	55.67	56
48.23	486.06	126
98.67	111.85	128
25.01	88.79	157
1747	376.52	1678
29.66	100.93	14759
76.66	200.19	1754
89.89	1534.35	4587
55.67	133.52	458
87.36	6826.08	1547
96.12	554.51	15784
23.08	78.75	64
86.25	1824.85	457
87.23	107.51	23
45.23	111.85	33
88.77	1665.21	129
64.78	642.63	778
76.23	1802.67	33
28.26	33.12	267
54.23	122.34	541
59.25	564.78	543



Réformes des politiques fiscales 2023 : pays de l'OCDE et économies partenaires (Résumé)

Le livre complet est disponible en anglais:

OCDE (2023), *Tax Policy Reforms 2023: OECD and Selected Partner Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d8bc45d9-en>.

Résumé

Réformes des politiques fiscales : OCDE et économies partenaires est une publication annuelle qui fournit des informations comparatives sur les réformes fiscales dans différents pays. La présente publication suit l'évolution des politiques fiscales dans le temps et décrit les dernières évolutions en matière de réformes fiscales. L'édition de cette année se concentre sur les réformes fiscales introduites ou annoncées au cours de l'année civile 2022 dans 75 juridictions membres du Cadre inclusif OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires, incluant tous les pays de l'OCDE.

La publication comporte trois chapitres. Les chapitres 1 et 2 traitent du contexte macroéconomique et des recettes fiscales dans lequel les changements de politique fiscale ont été effectués, tandis que le chapitre 3 offre une vue d'ensemble de l'évolution des tendances en matière de réforme fiscale selon les différentes catégories d'impôts.

Les besoins à court terme d'un environnement macroéconomique dominé par des niveaux d'inflation élevés, ajoutés à la pression à long terme des changements structurels en cours et aux circonstances propres à chaque pays, ont marqué les décisions de politique fiscale prises en 2022. La croissance mondiale a baissé de près de moitié par rapport à l'année précédente. La guerre d'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine s'est ajoutée aux pressions inflationnistes existantes pour porter le taux d'inflation mondial à son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans. En conséquence, les salaires et les revenus des ménages se sont fortement érodés dans de nombreux pays. Les banques centrales ont réagi en augmentant les taux d'intérêt, tandis que les gouvernements ont pris des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises, ce qui a eu pour effet d'alourdir un endettement public déjà élevé.

Les mesures fiscales ont constitué un élément clé des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises, qui comprenaient également des subventions, des transferts et le plafonnement des prix de certains biens essentiels. Les réductions temporaires des taux d'accises et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits énergétiques ont représenté des pratiques courantes, de même que les mesures d'indexation sur l'inflation des seuils de tranches d'imposition, des abattements et des crédits d'impôts dans le cadre de l'impôt sur le revenu (IR) et des cotisations de sécurité sociale (CSS), en particulier dans les pays qui ont connu des hausses de prix importantes. Bien que les réductions d'impôts temporaires soient avantageuses du fait de leur immédiateté et visibilité, leur nature souvent non ciblée a augmenté le coût budgétaire et a affecté les incitations à réduire la consommation énergétique.

Plusieurs pays touchés par la hausse des prix de l'énergie ont introduit des taxes temporaires et des contributions additionnelles sur les bénéficiaires exceptionnels, et d'autres mesures en réponse à l'augmentation des bénéficiaires des entreprises. De fortes augmentations des bénéfices des sociétés ont été enregistrées à la fin de l'année 2021 et tout au long de l'année 2022, en particulier dans le secteur de l'énergie. En réponse, de nombreux gouvernements ont introduit des contributions additionnelles sur les bénéfices exceptionnels. Ces mesures sont rares dans l'histoire récente, mais elles ont été exceptionnellement introduites pour augmenter les recettes afin de financer des dépenses fiscales supplémentaires, de limiter les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Certains pays ont également accru la générosité des abattements au titre de l'IR et des CSS, et ont alourdi la charge fiscale pesant sur les personnes les plus aisées en appliquant des taux plus élevés sur les revenus du capital et les salaires des plus hauts revenus et en augmentant les impôts sur le patrimoine et les impôts récurrents sur les biens immobiliers. Ces mesures s'inscrivent ainsi dans la tendance des pays à chercher des moyens d'accroître la progressivité de leurs systèmes fiscaux pour lutter contre le niveau croissant des inégalités.

Les gouvernements ont continué à développer les incitations fiscales visant à encourager l'investissement et à adapter les régimes fiscaux aux défis et aux opportunités posés par la numérisation de l'économie mondiale. Les pays ont continué à introduire et à élargir les critères d'éligibilité aux incitations fiscales dans le cadre des régimes d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers afin de soutenir les niveaux d'investissement, l'emploi et la croissance, en particulier par le biais de crédits d'impôt pour la recherche et le développement. De nombreuses juridictions ont également pris des mesures pour mettre en œuvre les règles de l'impôt minimum mondial de la solution à deux piliers OCDE/G20 pour réformer le système fiscal international, ainsi que pour taxer plus efficacement le commerce numérique international en renforçant les régimes de TVA sur le commerce électronique et en obligeant à communiquer des informations sur les transactions électroniques.

Certaines taxes liées à l'environnement ont été réduites en 2022, tandis qu'un nombre croissant de pays ont introduit des incitations fiscales et renforcé les mécanismes visant à encourager la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Certains pays ont élargi l'utilisation de déductions fiscales "vertes" et de crédits dans le cadre de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour soutenir l'investissement dans des technologies et des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement - comme le montrent les dispositions de la loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis. Les taxes sur le carbone ont été augmentées dans plusieurs pays afin de soutenir les incitations économiques à réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Union Européenne a œuvré pour l'introduction d'un mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone, ainsi que d'un second système d'échange de quotas d'émission et d'un Fonds social pour le climat pour soutenir une transition plus juste et plus équitable.